



PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n°217/2016 du 10 FEV. 2016
de mise en demeure à l'encontre de la société RECUPFER
sise sur le territoire de la commune de BLEURVILLE.**

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement, et notamment l'article L171-8 ;
- Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'article 46 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations du 2 février 1998 susvisé qui dispose que « les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet » ;
- Vu l'arrête préfectoral n° 1.112/76 du 22 juin 1976 autorisant la Société RECUPFER à exercer des activités de stockage et de récupération de déchets de métaux et alliages sur le territoire de la commune de BLEURVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 924/2012 du 30 mai 2012 modifié, renouvelant l'agrément de la SARL RECUPFER pour l'exploitation de son installation de démolition et de broyage de véhicules hors d'usage sise à BLEURVILLE ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 2 février 2015 ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 janvier 2016, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté que des déchets divers (plastiques, morceaux de pneumatiques) issus de l'installation de cisailage ne sont pas traités dans les établissements autorisés au titre du code de l'environnement, en l'occurrence sont stockés sur un terrain avoisinant appartenant au gérant de la société RECUPFER ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECUPFER de respecter les prescriptions dispositions de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 – La société RECUPFER, sise 22, rue des Curtilles – 88 410 BLEURVILLE, est mise en demeure, sous un délai ne dépassant pas 24 heures à compter de la date de notification du présent arrêté, de prendre toutes dispositions pour respecter l'article 46 l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations du 2 février 1998, à savoir cesser tout apport de nouveaux déchets.

Article 2 - Si à l'expiration des délais fixés, la Société RECUPFER n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article R514-4 du code précité.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, la sous-préfète de Neufchâteau, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RECUPFER, et dont copie sera adressée au maire de la commune de Bleurville.

Fait à Épinal, le 10 FEV. 2016

Le préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim


Marie-Claude LAMBERT

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.